

Philippe Folliot

Il y aura des listes UDI aux prochaines élections municipales

Elu à la surprise générale face au candidat PS Gérard Poujade pour un troisième mandat, Philippe Folliot se lance un nouveau défi législatif au service des tarnais.



Comment s'organise votre emploi du temps ?

Sur l'organisation de la semaine: c'est tous les lundis à Castres, mardi, mercredi à l'Assemblée, le jeudi soit l'Assemblée soit dans le département, soit dans le cadre de mes fonctions à la commission de la défense sur le terrain pour aller visiter des unités. Mais ça dépend des semaines, les vendredis c'est plutôt Albi et les samedis et dimanches c'est beaucoup de terrain, de manifestations un petits partout dans la circonscription.

Justement concernant cette nouvelle circonscription, que pensez-vous de ce nouveau découpage ?

Ce que je constate par rapport au redécoupage c'est quand fait, c'est une circonscription qui est par définition plus étendue, nous passons de quatre à trois avec trente communes en plus, et du coup je passe beaucoup temps en voiture, je n'améliore pas mon bilan carbone (rires). Mais je souhaite malgré ces contraintes kilométriques à garder et à

privilégier le lien avec le terrain. Car si j'ai été réélu dans des conditions qui ne m'étaient pas favorables, puisque le redécoupage avait été fait avec un double objectif qui était de faire élire celui qui était député maire de Lavaur afin de me faire battre. Les électrices et les électeurs ont choisi le contraire, ce qui montre que la science du redécoupage n'est pas une science exacte qui ne va pas forcément dans le sens de ceux et celles qui l'ont initié.

Comment vivez-vous aujourd'hui votre réélection ?

Cette élection s'est passée comme elle s'est passée, mais elle me donne beaucoup de force et beaucoup de légitimité. Je suis en effet un des rares députés au niveau national à avoir été élu contre un candidat socialiste qui était premier secrétaire du parti socialiste dans le département, qui plus est dans une circonscription qui avait voté à plus de 54% pour François Hollande. Mon concurrent avait de fait bénéficié d'un soutien de l'UMP entre les deux tours. Donc il y a une double conséquence à tous cela : la première c'est une grande liberté... de choix et de vote car je ne suis pas prisonnier de contraintes, « d'investiture » ou de soutien. Le second point, c'est que par cette élection il peut y avoir une ouverture pour un centre indépendant. En clair, qu'il y ait une majorité entre le PS et l'UMP. Ca c'est quelque chose d'important.

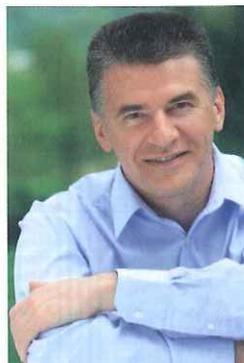
Vous êtes donc à l'initiative de l'UDI tarnais, pourquoi ?

J'ai fait le choix d'être fondateur de l'UDI pour le département du Tarn, parce que je crois qu'il est important qu'il y ait une force politique centrale qui est pour l'heure dans un cadre d'opposition constructive et qui doit pouvoir répondre à certains nombre d'enjeux essentiels pour notre pays. Un des problèmes majeurs de la France aujourd'hui, repose sur son instabilité économique, fiscale... En clair, quand une majorité arrive aux affaires elle passe au début de son mandat le plus clair de son temps à défaire ce qu'a fait la majorité précédente.

Qu'est-ce que cela signifie ?

On le voit dans la problématique fiscale. Dans notre pays on passe plus de temps à parler de la forme que du fond, on préfère critiquer le thermomètre plutôt que d'essayer de faire baisser la température. Au-delà du fait que certaines personnes quittent la France car nous sommes dans un cadre de matraquage fiscal sans précédent, le problème de fond est qu'il y a également un certain nombre de personnes qui quittent notre pays parce il

n'y pas de visibilité à long terme sur la politique fiscale. En gros ce que je crois, c'est que l'on ne pourra pas réformer la France si on a 50% des français qui vont dans un sens et 50% qui vont dans un autre. Notre pays a besoin d'une force centrale responsable qui met de l'Europe et des responsabilités territoriales dans ces orientations, tout en ayant une vision à long terme au niveau de l'action publique.



Vous êtes donc à la tête de l'UDI tarnais. Quelle place et quel rôle jouera ce parti lors des prochaines élections municipales ?

J'ai toujours dit que j'étais réservé sur le principe des cumuls des mandats, il y a une loi en préparation sur ce sujet. En tout état de cause cela conditionnera mon positionnement aux prochaines élections municipales. Pour l'heure ce n'est pas un sujet d'actualité. Je suis député, et il est vrai que je suis très présent à Albi mais il ne me paraît pas opportun d'en tirer des conséquences. Il en est de même pour Castres et la Montagne.

Ce que je peux dire c'est qu'il y aura des listes UDI dans le département et plus particulièrement dans les deux villes principales Albi et Castres.

Quels sont les sujets que vous traitez le plus ?

Tous les ans, je traite quasiment 1 millier de dossiers. Je pense que le député au-delà de sa fonction de législateur, du contrôle de l'action du gouvernement, de sa fonction de représentant du territoire, est aussi la relation de celles et ceux qui n'ont pas de relations. On traite un peu tous les problèmes (emplois, urbanismes etc.). Un député doit apporter de l'équilibre dans des relations qui sont déséquilibrées. Mais pour que ceci soit possible, il y a une nécessité de présence sur le terrain qui me permet de faire remonter au plus haut niveau un certain nombre de préoccupations de la base. Pour résumer, pour moi un député est

un demi de mêlée, il doit donc faire le lien entre le national et le local.

Quels sont ceux qui nécessitent une attention plus particulière ?

Je pense notamment au grand théâtre à Albi, au désenclavement du département, du numérique, du ferroviaire, de l'aérien (Castres et Albi), et bien sûr le dossier routier avec le doublement de la rocade qui se fait sur des crédits d'Etat et l'autoroute Castres - Toulouse qui est essentiel pour le développement. Il faut que Castres et Albi avancent d'un même pas. Il est donc vital d'avoir cette autoroute. Il n'y a pas de plan B.

Mais encore ?

J'ai dit que le département était bicéphale. Aujourd'hui il y a une fracture entre l'Ouest et l'Est du département. Je suis choqué pour ne pas dire scandalisé quand je vois le Département investir des dizaines de millions d'euros sur les projets des « Portes du Tarn » qui est à cheval avec la Haute-Garonne. Nous devons utiliser l'argent public là où il y en a le plus besoin.

Quel est votre point de vue concernant la transparence par rapport à vos frais ?

Je suis contre cela. Je suis pour un contrôle mais pas pour un voyeurisme qui serait quelque chose de malsain. Je suis député ; c'est mon métier et à ce titre je ne compte pas mon temps, ni mon énergie. Pour autant, dans les grandes lignes, j'utilise les 6412 euros brut mensuel de l'IRFM de la manière suivante : 510€ sont retenus pour payer les cotisations sociales (CSG et CRDS). Un gros tiers de la somme restante sert à financer mes permanences (Castres et Albi) ainsi que des charges inhérentes. Le second tiers est consacré aux charges courantes et le troisième tiers est consacré aux charges exceptionnelles. De plus, le crédit collaborateur de 9138€ brut permet de rémunérer mon équipe parlementaire composée de quatre personnes. Une fois tout ceci payé, nous avons le juste nécessaire pour assumer notre fonction. ■